

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 25/2 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.2.61355

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

lange Forschung des Autors und seiner Schüler, deren Ergebnisse leider oft nicht veröffentlicht sind, sondern auch die in der Annales-Historiographie längst etablierten Untersuchungen zur »materiellen Kultur« zugute.

R. geht es darum, die traditionellen wirtschaftsgeschichtlichen Barrieren zwischen Produktion und Konsumtion sowie die kulturgeschichtliche Fixierung auf Oberschichtkonsum zu überwinden. Statt dessen betrachtet er Konsum als ein System von Optionen, das teilweise von der Produktion, teilweise von sozialen und kulturellen Bedürfnissen konditioniert wird sowie schichtspezifisch und regional unterschiedliche Ausprägungen erfährt. Charakteristisch für Roche ist dieser systematische Zugriff, der jeweils den Gesamtzusammenhang von Verhaltensoptionen im Blick behält. So betrachtet er Errungenschaften bei den Heizformen in ihren Auswirkungen auf die Kochpraxis, die Geselligkeit, die Schlafbekleidung sowie die kulturellen Vorstellungen zu Haus und Haushalt etc. Wenn auch implizit das Modell einer Diffusion von oben nach unten und von den Städten auf das Land durchscheint, das bei einer Vielfalt von Objekten auch empirisch belegbar ist, so verweist R. doch immer wieder auf die geschlechtsspezifischen, lokalen und besonders schichtspezifischen partiellen Vor- und Rückschritte beim Erreichen bestimmter Konsumstandards sowie die dabei geltenden eigenen Interessen und Wünsche historischer Akteure aus den Unter- und Mittelschichten. Auch modifiziert R. sein anhand der Kleidung entwickeltes Modell des Konsums, der bei den Unterschichten durch Notwendigkeit, bei den Mittelschichten durch Nützlichkeit (etwa bei Handwerkerfrauen: für das Verkaufen etc.), bei den Oberschichten durch den schönen Schein bestimmt sei. Nunmehr werden die Motivationen weniger rigide den einzelnen Schichten zugeordnet, was das Modell – wie von der Kritik gefordert – flexibler macht und die Konsumwahlchancen der Unterschichten höher bewertet. R. breitet eine Fülle von Material in Kapiteln zu den »natürlichen Rahmenbedingungen«, »Stadt, Handel und Innovation«, »Alltags- und Luxuskonsum« aus, um dann im einzelnen den Konsumwandel bei »Häusern in der Stadt und auf dem Land«, »Beleuchtung und Heizung«, »Wasser und seinem Gebrauch«, »Möbeln und Objekten«, »Kleidung und Erscheinungsbild der Person«, »Brot, Wein und Geschmack« abzuhandeln. Insbesondere in den ersten drei Kapiteln gelingt es ihm, die eher traditionell orientierten Forschungen unter neuen Gesichtspunkten zu präsentieren und damit das Anliegen der neueren Konsumgeschichte zu verdeutlichen. An den dann folgenden Kapiteln ist die Einbeziehung literarischer Quellen als leichter Zugang zu expliziten kulturellen Deutungen bemerkenswert. Roche weist selbst auf die Grenzen seines Ansatzes hin: Individuelle und soziale Aneignungen sind nicht Thema dieses Buches. Allerdings spricht viel dafür, zunächst dieses eindrucksvolle Panorama, das eine Fülle von Anregungen für die weitere Konsumgeschichte bietet, zur Kenntnis zu nehmen, um dann mit der Untersuchung der Lebensstile den historischen Akteuren noch näher zu kommen. Eine Übersetzung dieses – sehr französischen – Buches wäre ausgesprochen wünschenswert, um die Ansätze zu einer neuen Konsumgeschichte in Deutschland (Teuteberg u. a.) voranzutreiben.

Martin DINGES, Stuttgart

Helmut GABEL, *Widerstand und Kooperation. Studien zur politischen Kultur rheinischer und maasländischer Kleinterritorien (1648–1794)*, Tübingen (Bibliotheca Academica Verlag) 1995, 480 p. (Frühneuzeit-Forschungen, 2).

Cet ouvrage, présenté en 1992 comme thèse d'histoire à la Ruhr-Universität de Bochum, entend étudier la résistance paysanne contre les seigneurs territoriaux en Allemagne sous l'Ancien Régime. En dépit du langage pompier, malheureusement caractéristique de la production universitaire allemande, qui dépare les développements théoriques et les rend peu digests au lecteur étranger, ce travail présente une originalité indiscutable.

S'inscrivant en faux contre la tendance longtemps dominante de l'historiographie, l'auteur n'étudie pas les grands territoires constitutifs de la masse du Saint-Empire, tels la Bavière, la Saxe ou la Prusse, mais les États miniature, dont le souvenir même a disparu de nos jours hors des populations immédiatement concernées, et parfois même dans leur propre mémoire. Ces petits États manquaient presque toujours de structures de représentation politiques et des caractéristiques de l'État moderne. Par contre, l'exercice du pouvoir s'y appuyait ordinairement sur des formes corporatives d'organisation sociale, tels les collèges d'échevins ou les propriétaires réunis en communauté délibérative. Les tout petits États sont souvent présentés comme des perversions d'une évolution que l'on croit normale – sinon inéluctable – vers l'agrandissement continu de l'échelle territoriale, inscrit dans la théorie de modernisation des sociétés occidentales. Ces »Kleinstterritorien« étaient néanmoins, selon l'auteur, une expression authentique de la réalité constitutionnelle de l'Empire. Ils formaient des microcosmes socio-politiques, où les conflits étaient certainement aussi nombreux et aussi violents que dans les grands États. Aussi, en utilisant les sources impériales, Gabel ne les lit-il pas dans une perspective »allemande« ou pan-germanique, mais dans une optique résolument locale.

Que l'on ne se trompe pas de perspective, cependant. Gabel n'entend pas simplement faire de la microhistoire, il veut formuler une problématique générale à partir de l'analyse d'une de ces composantes originelles de l'Empire que sont précisément les petits États. Pour maintenir la paix sociale, ceux-ci avaient beaucoup plus systématiquement recours à l'intervention des institutions impériales (Reichskammergericht et Reichshofrat) et des corps représentatifs intermédiaires (par exemple le Niederrheinisch-Westfälischer Kreis) que les grands États, enclins à légiférer en vase clos et à résoudre leurs problèmes par des voies strictement internes. Ce rapport spécifique que les petits États entretenaient avec l'Empire et ses institutions faisait d'eux des remparts contre les tendances centrifuges et les désirs d'indépendance des grands, et partant – parfois assez paradoxalement – des défenseurs volontaires ou involontaires de la légitimité constitutionnelle, de l'intégrité confédérale et de la puissance impériale.

Ce faisant, Gabel rejoint à dessein un double courant historiographique. Tout d'abord celui de l'anthropologie historique qui a remis en vigueur l'analyse des conduites culturelles. En mettant l'accent sur la perspective des acteurs eux-mêmes en tant que sujets de l'histoire, elle les a libérés du statut d'objets purs dans lequel les anciennes formes d'histoire politique, conjoncturelle ou structurale les avaient enfermés. D'autre part, Gabel inscrit son étude dans le renouveau d'intérêt, depuis la commémoration de la guerre des Paysans (1524/25) en 1975, pour les mouvements paysans »différents«. Ceux-ci ont été remis à l'ordre du jour à partir du constat que la guerre des Paysans n'avait touché qu'une partie du territoire de l'Empire – en fait surtout quelques grands États. Après la défaite de 1525, les mouvements paysans n'ont point disparu. Mais les collectivités rurales ont souvent renoncé à la violence collective tout en continuant leur résistance revendicative de façon plus subtile, en réclamant par exemple avec insistance la sauvegarde de leurs intérêts auprès des instances judiciaires de leurs territoires ou de l'Empire lui-même. Par ailleurs, les petits États étaient plus facilement en proie à des conflits sociaux endémiques que les grands, dans la mesure où les taxes et obligations y pesaient plus lourds ou étaient plus difficiles à esquiver. En se distinguant souvent à peine de leurs seigneurs par leur niveau de vie, les sujets vivaient proches d'eux, économiquement, socialement et culturellement. Mais les pressions externes aidant, ces mêmes seigneurs se trouvaient dans la nécessité de demander toujours plus d'argent à leurs sujets afin de pouvoir maintenir leur position sociale et remplir leurs obligations politiques. D'où des tensions internes croissantes, escalant d'autant plus facilement qu'il s'agissait de ce que les anthropologues appellent des »face-to-face communities«. Comme les instances d'appel faisaient ordinairement défaut dans les petits États, ou qu'elles manquaient d'autonomie, le recours aux institutions impériales s'imposait. Aussi a-t-on pu affirmer que c'est dans ces petits États que l'Allemagne »impériale« prenait véritablement corps.

La culture de résistance et de revendication des populations de ces petits États forme le sujet de ce livre, la revendication étant considérée ici comme un élément de la « culture politique » plutôt qu'un facteur d'histoire sociale. Côté histoire politique, l'approche s'adresse plutôt aux valeurs et aux modalités de représentation de l'action politique (« policy ») et au répertoire des formes de régulation des conflits (« polity »), qu'à la dynamique des instances du pouvoir (« politics »). C'est la politique vue d'en bas plutôt que d'en haut – si tant est que dans ces petits États ces deux se laissent distinguer avec netteté. En conséquence, l'ouvrage comprend trois parties. La première partie offre un large survol chronologique des activités de résistance et mouvements revendicatifs dans les petits territoires rhénans et mosans, globalement entre 1498 et 1794. Chacun de ces États miniature comprenait tout au plus quelques communes, parfois enclavées ailleurs, et au total quelques milliers d'habitants. Ils se trouvent actuellement dans trois pays: Allemagne, Pays-Bas et Belgique, autour du triangle Aix-la-Chapelle, Liège et Maëstricht. Il s'agit de Kornelimünster, Viersen, Heiden, Rheydt, Thorn (au Limbourg néerlandais), Tüschenbroich, Weisweiler, Drove, Reckheim (Rekem, en Belgique), Kerpen-Lommersum, Millendonk, Wickrath et Stein.

En fait, l'essentiel du livre fournit une étude de cas longitudinale des rapports de pouvoir entre les autorités et la population et des modalités de résistance de celle-ci dans le mini-État formé par les biens de l'abbaye impériale libre de Kornelimünster, près Aix-la-Chapelle – avec ses 10 000 hectares un des plus grands des États miniature étudiés ici. Les conflits avec les pères abbés successifs, en particulier le prélat Isaac Hirsch qui en 1652–56 tentait de reprendre en main l'établissement de l'assiette de l'impôt, amenaient la collectivité paysanne à une certaine unité d'action, en dépit des divisions traditionnelles entre les clans. Elle sut acquérir un droit de regard sur les impôts requis, sanctionné par la Chambre de Justice impériale à Wetzlar. Les problèmes regagnèrent bientôt en vigueur, en se cristallisant autour de l'accise sur la bière, du droit de brasserie, et des livraisons de bois de chauffage à l'abbaye Escalant en 1698/99, ils conduisent à l'assassinat du père abbé Geverthaen en juillet 1699. Le procès criminel qui fut intenté aux auteurs et qui fit intervenir les instances judiciaires à tous les niveaux, révèle avec précision les mécanismes complexes de la société rurale locale. Après de multiples démêlés, les coupables furent condamnés. L'assassin fut supplicié sur la roue. En dépit des frais considérables occasionnés par le procès, la communauté locale n'eut cependant pas trop à en souffrir à moyen terme: à travers ses interventions aux différents niveaux politiques, elle sut faire valoir ses principales revendications et contrecarrer efficacement les tendances à l'absolutisme que les pères abbés avaient ébauchées en tant que seigneurs territoriaux. Quelques décennies plus tard, la collecte des impôts puis les projets de rénovation de l'abbaye conduisaient après de longues péripéties à l'acte de pacification de 1751, dans lequel le prélat et ses sujets entendaient régler définitivement leurs conflits séculaires en établissant notamment un règlement pour l'utilisation des bois communaux et en remédiant à la crise des finances de l'abbaye. La communauté rurale sortait victorieuse du conflit, dans la mesure où dans une conjoncture générale résolument absolutiste elle avait réussi à imposer une forme effective de participation politique. D'autres conflits devaient naître par la suite, allant jusqu'à la déposition du prélat Plettenberg par l'empereur en 1768. Mais l'essentiel de la démonstration se trouve dans la longue naissance de l'acte de 1751: en profitant habilement des tensions internes de l'Empire, les communautés rurales savaient manier efficacement leurs propres répertoires d'action et sauvegarder une forme corporative de participation politique que l'on chercherait en vain dans les grands États « modernes ».

Dans une dernière partie, Gabel analyse et résume les valeurs centrales qui caractérisaient la culture politique des petits États de l'Empire. Il distingue successivement l'intérêt commun, le patriotisme, l'obligation mutuelle ou la réciprocité, le droit à la subsistance, l'intime conviction d'un équilibre constant entre les biens matériels et immatériels, le recours à la tradition, l'équité dans la répartition des richesses, la nécessité pour les seigneurs de faire avec les revenus réduits de leurs territoires sans qu'il soit possible de les augmenter considé-

rablement (en dépit des exigences accrues d'une noblesse en expansion politique et culturelle), la liberté, la nécessité d'un consensus, enfin et surtout la longue survie d'un code d'honneur qui distinguait entre les criminels de droit commun et les réfractaires aux impôts, ces derniers ne faisant qu'exercer en tout honneur un droit naturel et humain – toute intervention seigneuriale en la matière étant considérée comme une infraction barbare et inhumaine aux codes non-écrits de la conduite collective, auxquels le seigneur et ses fonctionnaires étaient astreints aussi bien que les paysans.

Si la seconde partie de l'ouvrage reflète les thèses de Charles Tilly sur les répertoires d'action collective, la troisième partie se place dans la perspective de la «moral economy» de E. P. Thompson. Tout en citant ces deux auteurs, Gabel ne les utilise guère comme instruments d'analyse. Sa visée centrale reste politique, axée sur les valeurs des communautés et les rapports entre les petits États et la réalité constitutionnelle impériale, mais finalement assez loin des débats historiques récents sur la construction de l'État en Europe. L'analyse aurait peut-être gagné en force par une perspective plus anthropologique, analysant de plus près les répertoires d'action dont les acteurs disposaient et leurs façons de les mettre en œuvre. Il n'en demeure pas moins que cet ouvrage emporte la conviction et innove nos connaissances de l'Empire, aussi bien par le choix du sujet que par son traitement. Par ses analyses fortes d'une culture politique différente, il fournit un contrepoids salutaire contre une vision trop téléologique de la naissance de l'État moderne.

Willem FRIJHOFF, Amsterdam

Frank MÜLLER, *Kursachsen und der Böhmisches Aufstand 1618–1622*, Münster (Aschendorff) 1997, 539 p. (Schriftenreihe der Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte, 23).

Confronté au conflit opposant, après la défenestration de Prague, les États de Bohême aux Habsbourg de Vienne, la Saxe électorale voisine passa, entre 1618 et 1622, d'une position de neutralité à une alliance militaire avec Ferdinand II. Expliquer ce qui est apparu à beaucoup d'historiens comme un revirement quelque peu velléitaire est l'objet de cette étude minutieuse, au jour le jour, où l'on ne nous fait pas grâce d'aucune ambassade à Dresde, à Prague ou à Vienne, ni des multiples négociations dans ces capitales, comme aussi à Munich, Mayence ou Heidelberg. L'auteur entend combler un déficit historiographique; peut-on continuer à se satisfaire de jugements hâtifs sur Jean-Georges I^{er}, dont le long règne de 1611 à 1656, couvre tout le temps de la guerre de Trente Ans, un Electeur qui pour certains est une figure-clé du conflit, pour les uns un traître à la cause protestante, pour les autres un traître à l'Empereur?

Pour comprendre la politique saxonne pendant ces quatre années cruciales, il faut rappeler les suites de la défaite protestante de Smalkalde (1547) qui fait passer, avec l'aval de Charles-Quint, la dignité électorale de la lignée ernestine à la lignée albertine, et le compromis d'Augsbourg (1555) qui assure au camp luthérien un statut dans l'Empire et à la Saxe un rôle de leader. Il faut tenir compte du Conseil secret qui gouverne avec l'Electeur, et dont le président et membre le plus éminent, Caspar von Schönberg, est du parti Habsbourg, de l'armée dont les officiers nobles adhèrent souvent à l'opposition que leur ordre mène à l'intérieur des États contre la politique princière, de la personnalité des diplomates, Johann Zeidler à Vienne, Friedrich Lebzelter puis Jakob von Grünthal à Prague, de celle du prédicateur de cour Hoë von Hoënegg, que son anticalvinisme pousse du côté de la cour de Vienne¹.

1 A rapprocher du rôle des confesseurs à la même époque, dont l'action a été magistralement soulignée par Robert Bireley, s. j. en ce qui concerne le père Lamormain à Vienne, directeur de conscience